

DECISION DCC 20-089 DU 06 FEVRIER 2020

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête en date à Cotonou du 30 octobre 2019, enregistrée à son secrétariat le 29 janvier 2020, sous le numéro 0183/050/REC-19, par laquelle monsieur Akouété Cosme ADANDOZAN ROMANUS, forme un recours en vue de son inscription sur la liste électorale après rectification de son nom et le transfert de son centre de vote ;

VU la Constitution ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU les lois n° 2018-31 du 09 octobre 2018 et n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral en République du Bénin ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï messieurs Joseph DJOGBENOU et Sylvain M. NOUWATIN en leur rapport ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant que le requérant sollicite la rectification de son nom comme suit : Ecrire et lire :

Nom du père : Félix Comlanvi ADANDOZAN ROMANUS

Prénom de l'enfant : Akouété Cosme

Au lieu de :

Nom du père : Romanus Félix Comlanvi ADANDOZAN

Prénom de l'enfant : Agossou Akouété Cosme ; qu'il sollicite en conséquence, la délivrance d'une nouvelle carte d'électeur et le transfert de son centre de vote vers Agbologoun Tchonvi dans l'arrondissement d'Ekpè, commune de Sèmè Podji ;

Vu les articles 6 alinéa 1 et 206 de la loi n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral et les articles 218, 154, 160 et 161 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin ;

Considérant qu'aux termes de l'article 6 alinéa 1 de la loi n° 2019-43 du 15 novembre 2019 portant code électoral : « *Les élections se font avec une liste électorale informatisée (LEI)* » ; que cependant, l'article 206 de la même loi dispose que « *Nonobstant les dispositions du présent code relatives à l'ANIP et à l'établissement de la LEI, les membres du Conseil d'orientation et de supervision (COS) se renouvellent et supervisent la mise à jour du fichier électoral national jusqu'à l'établissement de la LEPI avec laquelle s'organise l'élection du président de la République en 2021* » ; qu'il en résulte que les dispositions de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin relatives à l'établissement du fichier électoral national et de la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) restent en vigueur jusqu'à l'établissement de la LEI en 2021 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 218 de la loi n° 2018-31 du 09 octobre 2018 portant code électoral en République du Bénin, tout le contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée relève de la Cour constitutionnelle ; qu'en l'espèce, le requérant sollicite son inscription sur la liste électorale permanente informatisée ainsi que l'établissement de sa carte d'électeur ; qu'une telle demande qui relève du contentieux de l'actualisation du fichier électoral national et de la liste électorale permanente informatisée ressortit de la compétence de la Cour ; qu'en conséquence, il y a lieu d'y statuer ;

Considérant qu'aux termes de l'article 154 du code électoral de 2018 sus-cité dispose : « *Tous les citoyens qui remplissent les conditions déterminées par la loi pour être électeurs **ont le droit et l'obligation** de s'inscrire sur la liste électorale* » ; qu'il résulte de

cette disposition que le législateur a voulu faire de l'inscription sur la liste électorale, à la fois, un droit et **un devoir** pour tout citoyen qui en remplit les conditions ; que dès lors, nulle restriction, autre que celle concernant les qualités requises pour être électeur, ne saurait empêcher un citoyen qui en fait la demande de figurer sur la liste électorale permanente informatisée ; qu'en conséquence, il y a lieu de faire droit à la demande du requérant et d'ordonner à l'Agence nationale de Traitement de procéder à son inscription sur la liste électorale permanente informatisée au centre de vote de son choix pour autant qu'il remplit les conditions exigées par la loi pour être électeur ;

Considérant que les articles 160 et 161 du code électoral de 2018 sus-cité autorisent un transfert de centre de vote sur justification ; que par ailleurs, aux termes de l'article 131 alinéa 1 du même code, « *Il est établi pour chaque électeur une carte d'identification appelée carte d'électeur* » ; qu'il découle de ces dispositions que la demande de monsieur Augustin GBAGUIDI est fondée ; qu'en outre, il est établi qu'il est inscrit au fichier électoral national et dispose d'un numéro personnel d'identification ; que dès lors, il y a lieu d'ordonner à l'Agence nationale de Traitement de procéder sans délai au transfert de son centre de vote vers le centre de vote correspondant à sa nouvelle résidence et de lui délivrer une carte d'électeur y correspondant ;

EN CONSEQUENCE :

Ordonne l'inscription, le transfert et la rectification du nom de monsieur Akouété Cosme ADANDOZAN ROMANUS sur la liste électorale.

La présente décision sera notifiée à monsieur Akouété Cosme ADANDOZAN ROMANUS, à monsieur le président du COS-Lépi, à monsieur le régisseur de l'Agence nationale de Traitement et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le six février deux mille vingt,

Messieurs Joseph

DJOGBENOU

Président

	Razaki	AMOUDA ISSIFOU	Vice-Président
	Rigobert A.	AZON	Membre
Madame	C. Marie-José	de DRAVO ZINZINDOHOUE	Membre
Messieurs	André	KATARY	Membre
	Fassassi	MOUSTAPHA	Membre
	Sylvain M.	NOUWATIN	Membre

Les Rapporteurs,

Sylvain M. NOUWATIN.-

Joseph DJOGBENOU.-

Le Président,

Joseph DJOGBENOU.-